

**RAPPORT N° 2025/5-08
au Bureau de la Communauté
en séance du jeudi 18 Septembre 2025**

OBJET

**ETABLISSEMENT D'UNE CONVENTION D'OCCUPATION PRECAIRE ET REVOCABLE POUR L'IMPLANTATION
DE LOCAUX D'EXPLOITATION DE LA SOCIETE CISE REUNION SUR LE SITE DE LA JAMAÏQUE –
AUTORISATION DE SIGNER LA CONVENTION.**

Le fermier CISE REUNION a sollicité la CINOR pour prolonger l'autorisation relative à l'implantation de ses locaux d'exploitation sur le site du poste de refoulement de la Jamaïque, qu'il exploite.

L'implantation des locaux d'exploitation sur le site de la Jamaïque s'avère être un emplacement idéal pour baser les équipes d'exploitation du fermier, pour les raisons suivantes :

- Proximité du poste de refoulement Jamaïque, ce qui induit :
 - un emplacement idéal pour permettre l'exploitation de cet ouvrage
 - une réactivité optimale en cas d'avarie sur l'ouvrage
- Proximité de la « 4 voies » pour optimiser les trajets lors d'interventions d'urgence sur le territoire

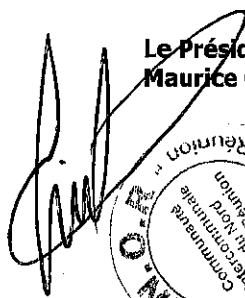
La convention proposée fixe donc les obligations de chaque partie et les modalités financières.

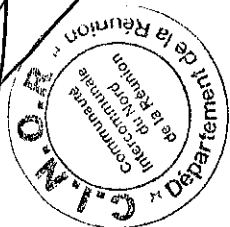
La présente autorisation est consentie jusqu'au 01 juin 2032, date de fin du contrat de délégation du service public de collecte des eaux usées avec la société CISE Réunion, avec application d'une contrepartie financière basée sur 2 € HT/m²/mois de terrain mis à disposition, tel que spécifié à l'article 8.1 du contrat de Délégation de Service public.

Par conséquent, je vous demande de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention d'occupation
- autoriser le Président à signer cette convention et l'ensemble des pièces connexes.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.


**Le Président,
Maurice GIRONCEL**



**DECISION N° 2025/5-08
du Bureau de la Communauté
en séance du 18 Septembre 2025**

OBJET

**ETABLISSEMENT D'UNE CONVENTION D'OCCUPATION PRECAIRE ET REVOCABLE POUR L'IMPLANTATION DE LOCAUX D'EXPLOITATION DE LA SOCIETE CISE REUNION SUR LE SITE DE LA JAMAÏQUE –
AUTORISATION DE SIGNER LA CONVENTION.**

LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (..) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020 affaire n° 2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des conseillers communautaires
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris, pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions ;

Sur le RAPPORT n° 2025/5-08 du Président ;

**APRES EN AVOIR DELIBERE
DECIDE**

ARTICLE 1

D'approuver les termes de la convention d'occupation.

ARTICLE 2

D'autoriser le Président à signer cette convention et l'ensemble des pièces connexes.

Nombre de votants : 12
Suffrages exprimés : 12
Vote pour : 12
Vote contre : 00
Abstention : 00

Pour extrait certifié conforme
Fait à Sainte-Clotilde

23 SEPT 2025

Le Président,
Maurice GIRONCEL

